

## ASILE

# Requérants de dignité



**3** Les requérants d'asile déboutés dénoncent leurs conditions de vie qu'ils jugent inhumaines dans les centres de renvoi. Manque d'accès au soins, isolement, environnement carcéral. Le canton estime tout faire dans les règles.

# LE COURRIER

SUISSE

## L'inhumain au centre

Des requérant-e-s d'asile deboutés et hébergés dans des centres de renvoi expriment leur désespoir face à des conditions de vie jugées inhumaines. Le canton estime que tout y est fait selon les normes.

JEUDI 23 JUILLET 2020 LAURA DROMPT



Lundi, des résidents des centres de renvoi ont manifesté sur la Place fédérale à Berne. MEGAFON BERN

**ASILE** Parler du centre de renvoi de Bözingen – Boujean en français –, c'est parler du quotidien des personnes vivant depuis plusieurs années dans des containers plantés dans la zone industrielle de cette commune fusionnée à Bienne. Au milieu des magasins de meubles, literie ou articles de sport, des requérants d'asile deboutés. Des personnes seules ou des familles, parfois avec des enfants en bas âge, parfois bloquées par des situations administratives ubuesques ou en attente de renvoi dans des pays sensibles comme l'Iran.

Au bout du téléphone, la voix de Naima et, par éclats, celle de sa fille. Ses deux enfants sont nés en Suisse, il y a deux et quatre ans et Naima les élève du mieux possible au vu des conditions, avec son mari irakien. Elle se bat pour que sa famille ne soit pas brisée, car le Maroc refuse d'accorder un visa à un ressortissant irakien et vice-versa. La Suisse, elle, a statué sur le renvoi et Naima n'a

pas envisagé une seule seconde la solution proposée: être expulsée au Maroc avec ses enfants mais sans son époux. «Si on part, on part ensemble. Ici, on ne nous considère pas comme des humains. Chaque situation est différente, chaque famille a ses propres problèmes. Mais quand on explique ça, en face, on nous dit 'On ne peut rien faire' ou 'On n'est pas responsables' en nous envoyant ailleurs.» Comme on se passerait un ballon, note-t-elle. Entre 350 et 450 personnes sont ainsi logées entre les centres de renvoi de Bözingen, Gampelen et Aarwangen, tous trois sur sol bernois.

## Un geste désespéré

Lundi, Naima et d'autres résidents ont exprimé publiquement leur désespoir à Berne. A l'origine de la manifestation qui s'est terminée à la Reitschule, l'association Stop isolation, constituée par et pour ces résidents destinés au renvoi. L'association demande notamment des permis de travail au lieu d'une aide d'urgence. En liste non-exhaustive: manque d'accès aux soins et à l'éducation, grand isolement, décisions punitives, environnement carcéral et restriction des déplacements, manque de protection des plus vulnérables...

Le canton de Berne explique que les pratiques sont alignées sur les lois et réglementations d'usage. Pour les personnes hébergées qui se sentent très isolées, le Bureau de la population note qu'elles ont «jusqu'ici résisté à leur obligation légale de quitter la Suisse» mais «qu'un départ volontaire est possible à tout moment».

Dans les centres, le désespoir atteint parfois l'inimaginable, allant jusqu'à pousser l'un des manifestants de lundi à tenter de s'immoler sur la Place fédérale à Berne. Selon les dernières informations, sa vie n'était pas en danger. Stop isolation déplore que l'homme concerné en soit arrivé là, et les participants à la manifestation sont encore sous le choc. Ils regrettent que les médias aient pointé ce geste désespéré qui attire davantage l'attention que la vie quotidienne dans les centres.

## Désert éducatif

Etouffants en été, glaciaux en hiver: les containers s'avèrent très mal isolés. Les familles, comme celle de Naima, ont une pièce qui leur est attribuée, mais interdiction d'y installer la moindre plaque chauffante, par peur des incendies.

«La cuisine est vraiment loin, ça demande de tout le temps se déplacer», remarque-t-elle. Avec deux enfants en bas âge, l'organisation de vie est compliquée. Tout comme les sanitaires, la cuisine est partagée avec les autres résidents et sans mesure particulière en période de coronavirus. Un seul cas positif a été signalé, indique le canton, y voyant la preuve d'une politique «couronnée de succès».

Un temps, le nettoyage des espaces communs était défrayé 2 francs de l'heure, il est désormais exigé gratuitement. «C'était pas beaucoup, mais c'était déjà ça», relève la maman. Pour elle, l'aide d'urgence ne suffit pas, surtout depuis que les activités pour les petits en âge préscolaire – une journée par semaine – sont devenues payantes. Elle observe ses enfants grandir dans un désert éducatif, la peur au ventre, n'osant pas les lâcher d'une semelle. «Je leur dis tout le temps de rester ici, de ne pas bouger. Ma petite fille, je ne peux pas la laisser sortir, rien n'est prévu pour elle. Et si quelqu'un craque...» La phrase reste en suspens.

À l'écoute des autres résidents, Naima note que la plupart ont une santé physique et psychique fragile, certains ont essayé d'attenter à leur vie et en portent les séquelles. Les plus jeunes le sentent bien et «les enfants ont une mémoire», assène-t-elle.

Au Service de la population de Berne, il est expliqué que le droit à l'enseignement primaire est garanti mais que «les parents sont responsables de la garde des bébés et des enfants qui ne sont pas obligés d'aller à l'école». «Des chambres et jouets appropriés sont fournis dans le centre.» Pour la formation des adultes ou l'aspiration à travailler, le canton relève que «les personnes légalement expulsées étant obligées de quitter le pays, des mesures d'intégration ne sont pas prévues pour le travail ou l'éducation».

Enfin, les 2 francs de l'heure pour nettoyer les toilettes et la cuisine communes «contredisaient le sens de l'aide d'urgence» qui se limite à 10 francs par jour, «minimum nécessaire à la survie». «Il s'agit de travaux pour la communauté, dont les habitants bénéficient en définitive. Ce sont des installations qu'ils utilisent eux-mêmes», explique le chargé de communication.

## «On se battra!»

L'environnement de type carcéral – «une prison mais sans les murs» – et les descentes de police mettent aussi les nerfs à rude épreuve. «Ils viennent quatre fois par jour, parfois cinq, y compris la nuit. Ils contrôlent tout, tout le temps.» Parmi les contrôles, l'obligation de signer une feuille de présence tous les jours, à des heures aléatoires, rendant les déplacements très difficiles. «Il y a aussi des gens qui prennent beaucoup de médicaments, pour les cas psy, et qui les font dormir. Alors il y en a qui ne signent pas mais parce qu'ils sont couchés et personne n'en tient compte», relève Naima.

«Les personnes du Centre sont tenues de suivre les instructions du personnel et d'observer les règles», commente le Service de la population. Celui-ci a décidé que les habitants doivent s'y trouver «sept jour sur sept et y passer la nuit sans quoi il est supposé qu'ils ne souhaitent pas utiliser les services proposés et n'en ont donc pas besoin».

Face à ces réponses, Naima reste déterminée à exiger «une vie stable, normale», pour elle, sa famille et les autres résidents. «On se battra jusqu'à la fin!» Et d'annoncer que d'autres manifestations auront lieu. «Ca ne changera pas beaucoup de choses, mais on doit agir. Sinon, personne ne se souciera de ce qui se passe ici.»

---

## RÉACTIONS POLITIQUES

*Le Courrier* a sollicité la plupart des partis représentés à Berne pour réagir à la situation vécue dans les centres de renvoi bernois (lire ci-dessus). La gauche appelle à urgemment «cesser cette approche restrictive et dégradante», comme la qualifie Lisa Mazzone, conseillère aux Etats (verts/GE). Pour les écologistes suisses, «ces conditions sont une violence institutionnelle et l'échec de la politique d'asile suisse, dont le dispositif n'a pas pour priorité la protection apportée à des personnes qui en ont besoin, mais d'abord le contrôle, le tri et cas échéant le renvoi de celles-ci, en s'appuyant sur l'autorité».

«Comment la Suisse peut-elle se revendiquer porteuse des droits humains tout en osant malmenager des personnes au point qu'elles tentent de s'immoler?» Question rhétorique de Pauline Schneider, vice-présidente de la Jeunesse socialiste suisse, qui voit là la conséquence d'un racisme systémique menant à l'exclusion d'une population vulnérable. Pour Gaël Bourgeois, porte-parole adjoint du Parti socialiste suisse, «quelle que soit la situation d'une personne ayant demandé à rester en Suisse, ses conditions de vie doivent être correctes, dignes

et humaines tout au long de son séjour sur notre territoire. Ces centres ne sont pas des zones 'hors législation' et la dignité humaine doit servir de guide dans la manière d'accueillir ces personnes, même si leur séjour n'est que provisoire, en attente d'un renvoi.»

Suivant de près la politique de l'asile, l'élue d'Ensemble à gauche (Solidarités) Stéphanie Prezioso (GE/CN) «condamne fermement la politique d'asile portée par la Confédération qui criminalise ces nouvelles 'classes dangereuses' incarnées par des femmes et des hommes qui fuient la misère, la guerre, et les impacts du changement climatique. Nous nous attacherons à combattre cette politique au parlement et dans la rue. Et nous nous battons aussi contre la construction d'un nouveau centre de renvoi dans le canton de Genève, zone de non-droit en bout de piste d'atterrissage de l'aéroport.»

Le PDC n'a, pour l'heure, pas répondu aux questions du *Courrier* et l'UDC renvoie à son programme national qui indique: «Le système suisse de l'asile n'a plus aucun rapport avec notre tradition humanitaire. C'est devenu une industrie qui nous coûte des milliards.» Le parti voudrait que l'aide d'urgence aux requérants d'asile déboutés soit distribuée en nature ou en bons, que ces personnes soient placées en détention et expulsées de force.

Le PLR, lui, revendique une politique d'asile «dure mais juste: les personnes qui ont besoin de protection reçoivent l'asile dans notre pays», selon les mots de Martin Stücki, chef de la communication. Il ne se risque pas à faire une déclaration sur les témoignages recueillis par *Le Courrier*. «Il appartient aux autorités fédérales et cantonales concernées de traiter les questions soulevées et de calmer la situation.» LDT

---

## MANQUE D'ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNÉRABLES

En parallèle aux centres de renvoi comme celui de Bözigen ou celui que prévoit de construire le canton de Genève près de l'aéroport, la Suisse compte des centres fédéraux pour requérants d'asile (CFA). Là également, des règlements très rigides et un manque d'accès aux soins sont dénoncés tant par les personnes qui y résident que par les milieux de défense des réfugiés et, tout récemment, par la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT). Si cette dernière estime que les conditions d'hébergement sont «en général conformes aux droits humains», elle relève un «potentiel d'amélioration» sur «les fouilles corporelles, les mesures disciplinaires, l'identification des victimes de la traite d'êtres humains et des personnes vulnérables, ou encore l'accès à une prise en charge psychiatrique».

*Le Courrier* a recueilli les témoignages de requérants hébergés dans le centre de Chevilles, à Fribourg. Une femme d'origine sud-américaine a demandé à plusieurs reprises aux infirmiers de la société ORS en charge de l'encadrement des centres fédéraux la possibilité de consulter un gynécologue. Demande restée sans réponse durant des mois jusqu'à son renvoi. Elle a aussi rencontré des difficultés pour obtenir les traitements dont elle avait besoin. «Au centre de Boudry, je pouvais gérer moi-même mes médicaments pour la tension artérielle prescrits depuis des années. A Chevilles, on me les a confisqués. Je devais faire la queue afin que l'on me distribue chaque matin mes comprimés. Un jour, ils m'ont donné les médicaments de quelqu'un d'autre. Une autre fois, une auxiliaire s'est fâchée lorsque j'ai refusé de prendre les anxiolytiques et antidépresseurs qu'ils m'avaient donnés. En colère, elle m'a dit que puisque je créais des problèmes, je n'aurais droit à aucun médicament et elle les a tous jetés à la poubelle.»

Un jeune homme qui souffrait mi-février de problèmes respiratoires, de fièvre et de vertiges confie avoir demandé à pouvoir consulter un médecin, à plusieurs reprises durant dix jours, aux infirmiers du centre de Chevilles. Sans succès. Il s'est finalement rendu de lui-même à l'hôpital qui a découvert qu'il était positif au Covid-19. «J'ai probablement contaminé beaucoup de monde car j'étais le premier cas. Après ça, ils ont enfin pris les choses au sérieux!»

Sur ces centres en particulier, l'écologiste Lisa Mazzone (GE/CE) appelle à «changer les structures et les pratiques dans l'immédiat» pour «mettre fin à la semi-détention avec des restrictions d'horaires et la confiscation du téléphone, ainsi qu'à l'approche sécuritaire restrictive et dégradante». Ayant pris connaissance du rapport de la CNPT, elle indique les mesures à prendre: «Un examen médical systématique complet à l'arrivée dans un centre, permettant de déceler les traumatismes et d'y répondre de façon adaptée, avec une attention particulière sur les violences sexuelles subies par les femmes.»

Elle souligne l'importance d'avoir accès à un ou une médecin en tout temps, avec présence d'interprète et le soin nécessaire à porter à la santé mentale, aux personnes vulnérables, aux mineur-e-s accompagnés ou non. Toujours selon les recommandations de la CNPT, elle soutient que «les chambres doivent pouvoir être fermées à clé pour garantir l'intimité et des salles réservées aux femmes doivent être aménagées.» Enfin, les centres ne doivent pas se situer dans des endroits isolés ou aux nuisances dangereuses pour la santé». En cela, elle pointe le centre que Genève compte construire en bout de piste de l'aéroport ou toute structure d'hébergement en bunker, comme c'est le cas à Biasca, au Tessin.

LDT avec JULIE JEANNET